

**LA SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE  
RAPPORT ANNUEL 2021-2022 AU PARLEMENT SUR  
LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

## **1. INTRODUCTION**

*La Loi sur la protection des renseignements personnels* a pour objet de protéger les renseignements personnels détenus des institutions fédérales et le droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

Le rapport annuel 2021-2022 de La Société des ponts fédéraux Limitée (SPFL) est préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

La SPFL est une société d'État mère dont les activités sont indépendantes du gouvernement fédéral. La Société, dont le siège social est situé à Ottawa, est responsable de veiller aux intérêts fédéraux du Canada pour quatre des onze ponts internationaux situés en Ontario. La SPFL continue à détenir une filiale, La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée (CPIVM) et d'être responsable pour superviser les ponts internationaux sous son contrôle, ainsi que pour fournir une orientation stratégique aux opérateurs d'actifs relevant de sa juridiction. Son mandat est de fournir le plus haut niveau d'intendance de manière à ce que ses structures internationales soient sécuritaires et efficaces pour les utilisateurs. La Société est également en mesure de fournir une expertise et des conseils au gouvernement fédéral en matière de conception, construction, entretien et exploitation des ponts et structures associées.

## **2. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

La Société résulte des fusions de l'ancienne SPFL avec la Société du pont de la rivière Ste Marie en date du 27 janvier 2015 et avec l'Administration du pont Blue Water en date du 1er février 2015.

Le Dirigeant principal des services corporatifs a rempli, en 2021-2022, les devoirs de la SPFL en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le Gestionnaire, gestion de l'information l'a assisté dans cette fonction.

### **3. ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

La Première dirigeante de la SPFL a délégué ses pouvoirs et responsabilités en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au Dirigeant principal des services corporatifs de la Société.

Une copie de l'ordonnance de délégation de pouvoirs est incluse en Annexe A.

### **4. RENDEMENT**

Pour la période d'établissement de rapport 2021-2022, la SPFL a reçu deux (2) demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les deux demandes furent reçues vers la fin de la période d'établissement du rapport et leur fermeture est reportée à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la *Loi*. De par ce fait, il est donc impossible d'établir un pourcentage de demandes répondues à l'intérieur des délais prescrits par la *Loi*.

En début de période de rapport, la SPFL n'avait aucune demande active provenant de périodes d'établissement de rapports précédentes.

En début de période de rapport, la SPFL n'avait aucune plainte active provenant de périodes d'établissement de rapports précédentes.

La SPFL n'a reçu et répondu à aucune demande de consultation de la part d'une autre institution du gouvernement du Canada.

Les mesures prises en lien avec la COVID-19 n'ont pas affectées la capacité de la SPFL à accomplir ses responsabilités en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Une copie du rapport statistique 2021-2022 ainsi que du rapport statistique supplémentaire de la SPFL est jointe à l'Annexe B.

### **5. FORMATION ET SENSIBILISATION**

Aucune séance de formation n'a été fournie au cours de la période considérée.

### **6. POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES, PROCÉDURES ET INITIATIVES**

La SPFL n'a pas mis en œuvre de nouvelles et/ou révisées de politiques, procédures, lignes directrices et initiatives en lien avec la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période considérée.

### **7. PRINCIPAUX ENJEUX**

Aucune plainte n'a été reçue et/ou enquête menée au cours de la période considérée.

## **8. SURVEILLANCE DE LA CONFORMITÉ**

Aucun suivi n'était nécessaire au cours de la période considérée étant donné le faible nombre de demandes reçues.

## **9. ATTEINTES SUBSTANTIELLES À LA VIE PRIVÉE**

Aucune atteinte substantielle à la vie privée n'a été signalée au cours de la période considérée.

## **10. ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE (EFRVP)**

Aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée ne fut réalisée au cours de la période considérée.

## **11. DIVULGATIONS DANS L'INTÉRÊT PUBLIC**

Aucune divulgation n'a été effectuée en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période considérée.

## Annexe A

### Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En vertu de l'article 73 (1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, La Première dirigeante de la Société des ponts fédéraux Limitée (Société) délègue au titulaire du poste de Dirigeant principal des services corporatifs de la Société les attributions dont elle est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par la loi.

Signé à Ottawa le 4 juin 2020.



---

Natalie Kinloch  
Première dirigeante



## ANNEXE B

### **RAPPORT STATISTIQUE DE 2021-2022 EN VERTU DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Le rapport statistique annuel soumis par La Société des ponts fédéraux Limitée (SPFL) conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* démontre que deux (2) demandes ont été soumises à la SPFL en vertu de la *Loi* au cours de l'exercice financier 2021-2022.

La SPFL n'a traité aucune demande de consultation de la part d'une autre institution du gouvernement du Canada.

Quant à lui, le rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* soumis par la Société démontre que la SPFL a été en mesure de recevoir et traiter des demandes d'AIPRP tout au long de l'exercice financier 2021-2022.

La Société résulte des fusions de l'ancienne SPFL avec la Société du pont de la rivière Ste Marie en date du 27 janvier 2015 et avec l'Administration du pont Blue Water en date du 1er février 2015. La SPFL a pour mandat d'entretenir et d'exploiter des structures et des ponts internationaux du gouvernement fédéral. Elle est assujettie à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

La section 12 du rapport statistique ci-joint décrit les coûts défrayés par la SPFL pour l'administration de son programme de la protection des renseignements personnels.



### 3.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article      | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|--------------|--------------------|---------|--------------------|
| 18(2)   | 0                  | 22(1)a)(i)   | 0                  | 23a)    | 0                  |
| 19(1)a) | 0                  | 22(1)a)(ii)  | 0                  | 23b)    | 0                  |
| 19(1)b) | 0                  | 22(1)a)(iii) | 0                  | 24a)    | 0                  |
| 19(1)c) | 0                  | 22(1)b)      | 0                  | 24b)    | 0                  |
| 19(1)d) | 0                  | 22(1)c)      | 0                  | 25      | 0                  |
| 19(1)e) | 0                  | 22(2)        | 0                  | 26      | 0                  |
| 19(1)f) | 0                  | 22.1         | 0                  | 27      | 0                  |
| 20      | 0                  | 22.2         | 0                  | 27.1    | 0                  |
| 21      | 0                  | 22.3         | 0                  | 28      | 0                  |
|         |                    | 22.4         | 0                  |         |                    |

### 3.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------|--------------------|
| 69(1)a) | 0                  | 70(1)   | 0                  | 70(1)d) | 0                  |
| 69(1)b) | 0                  | 70(1)a) | 0                  | 70(1)e) | 0                  |
| 69.1    | 0                  | 70(1)b) | 0                  | 70(1)f) | 0                  |
|         |                    | 70(1)c) | 0                  | 70.1    | 0                  |

### 3.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique          |                     |       |       | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
|        | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio |        |
| 0      | 0                     | 0                   | 0     | 0     | 0      |

### 3.5 Complexité

#### 3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 0                        | 0                            | 0                  |

#### 3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

| Disposition              | Moins de 100 pages traitées |                | 100 à 500 pages traitées |                | 501 à 1 000 pages traitées |                | 1 001 à 5 000 pages traitées |                | Plus de 5 000 pages traitées |                |
|--------------------------|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
|                          | Nombre de demandes          | Pages traitées | Nombre de demandes       | Pages traitées | Nombre de demandes         | Pages traitées | Nombre de demandes           | Pages traitées | Nombre de demandes           | Pages traitées |
| Communication totale     | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Communication partielle  | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Exception totale         | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Exclusion totale         | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Demande abandonnée       | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |
| <b>Total</b>             | 0                           | 0              | 0                        | 0              | 0                          | 0              | 0                            | 0              | 0                            | 0              |

#### 3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0                          | 0                              | 0                  |

#### 3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

| Disposition              | Moins de 60 minutes traitées |                  | 60-120 minutes traitées |                  | Plus de 120 minutes traitées |                  |
|--------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
|                          | Nombre de demandes           | Minutes traitées | Nombre de demandes      | Minutes traitées | Nombre de demandes           | Minutes traitées |
| Communication totale     | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Communication partielle  | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Exception totale         | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Exclusion totale         | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Demande abandonnée       | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |
| <b>Total</b>             | 0                            | 0                | 0                       | 0                | 0                            | 0                |

#### 3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0                          | 0                              | 0                  |







**Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus**

| Article 31 | Article 33 | Article 35 | Recours judiciaire | Total |
|------------|------------|------------|--------------------|-------|
| 0          | 0          | 0          | 0                  | 0     |

**Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)****10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée**

|                         |   |
|-------------------------|---|
| Nombre d'ÉFVP terminées | 0 |
| Nombre d'ÉFVP modifiées | 0 |

**10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux**

| Fichiers de renseignements personnels | Actifs    | Créés    | Supprimés | Modifiés |
|---------------------------------------|-----------|----------|-----------|----------|
| Spécifiques à l'institution           | 5         | 0        | 0         | 0        |
| Centraux                              | 18        | 0        | 0         | 0        |
| <b>Total</b>                          | <b>23</b> | <b>0</b> | <b>0</b>  | <b>0</b> |

**Section 11 – Atteintes à la vie privée****11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée**

|   |   |
|---|---|
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT  | 0 |
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP | 0 |

**11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles**

|   |   |
|---|---|
| Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles | 0 |
|---|---|

**Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels****12.1 Coûts répartis**

| Dépenses                              | Montant         |
|---------------------------------------|-----------------|
| Salaires                              | \$40,000        |
| Heures supplémentaires                | \$0             |
| Biens et services                     | \$0             |
| • Contrats de services professionnels | \$0             |
| • Autres                              | \$0             |
| <b>Total</b>                          | <b>\$40,000</b> |

**12.2 Ressources humaines**

| Ressources                               | Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels |
|--|---|
| Employés à temps plein                   | 0.330   |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000   |
| Employés régionaux                       | 0.000   |
| Experts-conseils et personnel d'agence   | 0.000   |
| Étudiants                                | 0.000   |
| <b>Total</b>                             | <b>0.330</b>  |

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

**Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels**

Nom de l'institution : La Société des Ponts fédéraux Limitée

Période d'établissement de rapport : 2021-04-01 au 2022-03-31

**Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels**

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

|  | Nombre de semaines |
|--|--------------------|
| Capacité de recevoir des demandes par la poste                             | 52                 |
| Capacité de recevoir des demandes par courriel                             | 52                 |
| Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique | 52                 |

**Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels**

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

|   | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents papiers non classifiés        | 0                   | 0                      | 52                       | 52    |
| Documents papiers Protégé B             | 0                   | 0                      | 52                       | 52    |
| Documents papiers Secret et Très secret | 0                   | 0                      | 52                       | 52    |

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

|   | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents électroniques non classifiés        | 0                   | 0                      | 52                       | 52    |
| Documents électroniques Protégé B             | 0                   | 0                      | 52                       | 52    |
| Documents électroniques Secret et Très secret | 0                   | 0                      | 52                       | 52    |


**Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information**

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2022 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2022 | Total |
|---|--|---|-------|
| Reçues en 2021-2022   | 3  | 0   | 3     |
| Reçues en 2020-2021   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2019-2020   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2018-2019   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2017-2018   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2016-2017   | 0  | 0   | 0     |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt   | 0  | 0   | 0     |
| Total   | 3  | 0   | 3     |

Rangée 8, col. 3 de la section 3.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information 2021-2022.

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2021-2022   | 0                           |
| Reçues en 2020-2021   | 0                           |
| Reçues en 2019-2020   | 0                           |
| Reçues en 2018-2019   | 0                           |
| Reçues en 2017-2018   | 0                           |
| Reçues en 2016-2017   | 0                           |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt   | 0                           |
| Total   | 0                           |

**Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels**

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2022 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2022 | Total    |
|---|--|---|----------|
| Reçues en 2021-2022   | 2  | 0   | 2        |
| Reçues en 2020-2021   | 0  | 0   | 0        |
| Reçues en 2019-2020   | 0  | 0   | 0        |
| Reçues en 2018-2019   | 0  | 0   | 0        |
| Reçues en 2017-2018   | 0  | 0   | 0        |
| Reçues en 2016-2017   | 0  | 0   | 0        |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt   | 0  | 0   | 0        |
| <b>Total</b>  | <b>2</b>   | <b>0</b>  | <b>2</b> |

Rangée 8, col. 3 de la section 4.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2021-2022

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2021-2022   | 0                           |
| Reçues en 2020-2021   | 0                           |
| Reçues en 2019-2020   | 0                           |
| Reçues en 2018-2019   | 0                           |
| Reçues en 2017-2018   | 0                           |
| Reçues en 2016-2017   | 0                           |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt   | 0                           |
| <b>Total</b>  | <b>0</b>                    |

**Section 5: Numéro d'assurance social (NAS)**

Votre institution a-t-elle reçu l'autorisation de procéder à une nouvelle collecte ou à une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2021-2022?

Non